

Opération Chouette, acte I, les agriculteurs gardois ne lâchent rien

SOCIÉTÉ

Dix mois après une mobilisation monstre, les agriculteurs sont amers et manifestent

Cathy Rocher
crocher@midilibre.com

Après avoir occupé l'autoroute A9 à Nîmes, pendant 8 jours et 7 nuits entre le mois de janvier et le 2 février 2024, les agriculteurs pensaient avoir obtenu gain de cause. Au final, dans un contexte politique instable, ils ont l'impression d'avoir reçu « un cachet d'aspirine » qui ne résout rien à tous leurs maux. Ou presque. « Nous, on veut des actes », insiste Frédéric Cavagna, secrétaire général de la FDSEA du Gard. Ce lundi, vers 16 h 30, une soixantaine d'agriculteurs, rejoints dans la soirée par d'autres collègues ont répondu à un appel de la FDSEA et des Jeunes agriculteurs. Ils ont occupé le rond-point de Saint-Césaire qui rejoint l'axe vers Sommières, pour l'acte 1 de l'opération Chouette qui en appelle d'autres, promet David Séve, le président de la FDSEA du Gard. « Rien n'avance. Et les agriculteurs sont encore plus déterminés », annonce Frédéric Cavagna. Et nous, nous voulons des actes. » « Plus de six mois après



Les agriculteurs ont bloqué la plateforme logistique d'Auchan à Saint-Césaire.

PHOTOS MIKA ANISSSET

la dernière mobilisation, je ne pensais pas me retrouver là, convient David Séve. Et beaucoup sont déçus. Une partie des mesures qui nous avaient été promises n'ont pas été engagées. Il y a aujourd'hui une détresse impressionnante. On en a marre d'être sacrifié. »

La FDSEA du Gard demande que les primes arrachages soient décaissées, une révision du système d'assurances pour les calamités agricoles. Car entre le début de l'année 2024 et ce mois de novembre, les agriculteurs gardois ont subi les aléas climatiques qui ont touché 70 % des récoltes et productions dans le département. Ils ne veulent plus en plus importantes liées à l'uti-

lisation des produits phytosanitaires. Lundi soir, les agriculteurs ont brûlé des pneus devant la plateforme logistique d'Auchan, sur la zone de Saint-Césaire puis occupé le rond-point de l'entrée Nîmes Ouest de l'A9. Là, ils ont con-

trôlé quelques semi-remorques contenant, entre autres, des produits provenant d'Espagne. D'autres opérations étaient prévues dans la soirée. Le bûchage des radars a, lui, débuté dans la journée de lundi.



Les manifestants vérifient le contenu des camions au péage de l'A9.

La Ville va réviser le PLU pour qu'il réponde aux enjeux du territoire

POLITIQUE

La révision du Plan local d'urbanisme (PLU) a été présentée lors du conseil municipal du samedi 16 décembre. Un processus qui prendra au moins trois ans.

Kathy Hanin
chanin@midilibre.com

Faire grossir la ville tout en la conservant à taille humaine ; tenir compte des nouvelles contraintes et réglementations environnementales, intégrer les enjeux urbains, économiques et patrimoniaux... et écouter la population souvent vent debout contre l'urbanisation de quartiers résidentiels. Telle sera la prochaine équation que la Ville devra résoudre pour la prochaine révision du Plan local d'urbanisme (PLU) qui a été annoncée lors du dernier conseil municipal.

Zéro artificialisation des sols d'ici 2050

Le PLU de Nîmes approuvé en 2004 a fait l'objet d'une première révision en 2018, avec des objectifs de réduction de 50 % des espaces artificialisés en privilégiant le renouvellement de la ville sur elle-même ou en restructurant des sites urbains en difficulté. « Cela a permis de protéger 2 000 hectares des gar-



L'enjeu : faire évoluer la ville en préservant des espaces naturels et la qualité de vie.

ARCHIVE MIDILIBRE

riges habitées en n'y permettant plus de nouveaux logements et de renoncer à l'urbanisation des secteurs de la ville trop éloignés ou trop vulnérables », a rappelé le Premier adjoint Julien Plantier. Depuis 2018, 814 logements en moyenne sont construits chaque année, conformément aux objectifs du Programme local de l'habitat. Les nouveaux impératifs, fixés entre autres par la loi Climat et Résilience de 2021 (réduction des gaz à effet de serre, transition écologique et mobilité durable) et son objectif de Zéro artificialisation des sols à l'horizon 2050 « nous obligent à mettre le PLU en conformité », explique l'élu. Qui sait déjà les inquiétudes de la population sur ce sujet sensible. « Nous ne sommes pas sourds aux attentes de cer-

tains quartiers », ajoute Julien Plantier qui s'est déjà fait vertement recevoir dans de nombreuses réunions de quartier, particulièrement à Puech-du-Teil et Montauray où des immeubles ont poussé sur des parcelles qui abritaient des villas résidentielles. « Nous avons mis en place un guide qualité avec de nouvelles règles pour les porteurs de projet et on a des résultats probants », assure-t-il... même s'il n'y a aucune contrainte juridique dans ce guide.

« On le fera en concertation »

La révision du PLU se fera en concertation avec les habitants, les associations, les acteurs économiques, « dans une démarche participative et inclusive ». Et autour de cinq objectifs : pré-

server les espaces naturels, garantir le cadre de vie, favoriser la diversité des formes d'habitat, penser l'attractivité du territoire et conforter la dimension patrimoniale de la ville. « On est au point de départ d'un processus », explique Julien Plantier. Première étape en janvier avec un diagnostic du territoire avant le débat du Plan d'aménagement et du développement durable (PADD) en conseil municipal et l'enquête publique. À l'injonction des élus d'opposition qui demandent que « le PLU soit le reflet de ce que souhaite la population », le Premier adjoint admettra que « ça n'a pas toujours été le cas par le passé, je le conçois, mais aujourd'hui, on va vraiment sur un processus de concertation. »

EN BREF

● COLLECTE DE JOUETS SOLIDAIRE DU 16 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE

Du 16 novembre au 8 décembre, 42 points de collecte seront mis à disposition par le Sitom Sud Gard, le Smictom Rhône Garrigues et Sud Rhône Environnement s'associent à écosystème et Ecomaison, pour y déposer les jouets inutilisés, en vue de leur réemploi ou à défaut de leur recyclage. Tous les jouets inutilisés sont acceptés, qu'ils soient électriques, électroniques, en bois, de construction, de société, en tissu. Sans oublier les déguisements, les puzzles, les poupées etc. qui sont également les bienvenus dans le cadre de la collecte. Tous les dons seront confiés à quatre associations locales : Emmaüs Arles et Vaucluse-Courthézon, HumaNîmes et au Secours Populaire du Gard ; pour ensuite être triés, testés, complétés, nettoyés et remis en état, en vue d'être offerts à des familles modestes ou revendus à prix solidaires, à l'approche des fêtes de fin d'année. Chaque année, plus de 100 000 tonnes de jouets non électriques sont jetées en France.

● UN ESCAPE GAME POUR INCITER LES INTERNES À S'INSTALLER À NÎMES

C'est une initiative originale de la CPTS Nemausa qui a organisé un escape game dans les rues de la ville ce samedi matin pour les internes nîmois. Objectif : leur donner envie de s'installer à Nîmes après leurs études. « 43 internes ont participé à cette matinée sportive, l'occasion de découvrir la ville mais aussi l'engagement de la CPTS en termes d'attractivité, d'installation future et de remplacement », explique l'association de professionnels de santé qui vient de fêter ses deux ans en octobre. « La CPTS sera le maillage incontournable des libéraux d'un territoire en lien avec leur CHU ».



La CPTS Nemausa espère regrouper 500 professionnels de santé libéraux d'ici l'an prochain sur les 1 500 que compte la ville. « C'est une nouvelle organisation d'autant plus importante que plus de 50 % des généralistes ont plus de 60 ans et que 14 000 Nîmois n'ont pas de médecin traitant, comme 11 % de la population en France », insiste Sandrine Calonne, la présidente de la CPTS.



Des produits d'hygiène qui seront distribués aux plus précaires. KH

Bastide Médical se mobilise contre la précarité hygiénique

SOLIDARITÉ

« C'est la deuxième fois que Bastide Médical participe à cette collecte de produits d'hygiène lancée par la Ville de Nîmes. On aimerait ne pas faire ce genre d'action, ça voudrait dire que la situation s'améliore... », explique Nicolas Balmelle, le président des relations institutionnelles. Cette année encore, l'entreprise donne savon, shampooing, lingettes, protections périodiques et couches pour bébé... pour un montant de 2000€ au Collectif d'associations nîmoises de solidarité et d'accès à la santé (Causas), créé pendant le Covid. Un collectif qui regroupe plusieurs associations caritatives (Secours populaire, Secours catholique, APA, Café d'Anaïs, Humanimes, la Croix Rouge, Aux Captifs la libération, les Jardins solidaires...)

« L'urgence, pour les plus précaires, c'est l'alimentation et les produits d'hygiène deviennent parfois optionnels », explique Ahmed el Hanbali, le président d'Humanimes. « Pourtant, l'hygiène est une nécessité première, comme se nourrir », ajoute Marie Orceel, secrétaire générale de l'APA. Tous les produits récoltés seront redistribués dans des kits d'hygiène par les associations qui œuvrent au plus près des plus démunis. « La cause de la précarité hygiénique n'est pas toujours très lisible, regrette Dolores Orlay-Moreau, l'adjointe à la santé, à l'origine de cette initiative. L'an dernier, grâce à tous les donateurs nous avons récolté 40 000 € de produits. Nous espérons faire plus cette année ! » K. H.